



ParlAmericas

Express

ANNÉE 1. NUMÉRO 2. JUIN 2012

- ✓ **Surveillance budgétaire parlementaire**
- ✓ **Sécurité citoyenne pour les femmes**
- ✓ **Assemblée plénière 9**
- ✓ **Les experts se prononcent**
- ✓ **Centre de ressources**



FUTURS ÉVÉNEMENTS EN 2012

**30-31 AOÛT et
1er SEPTEMBRE :**
Assemblée plénière 9
(Ville de Panama, Panama)

**29 AOÛT et
1er SEPTEMBRE :**
Réunion du Conseil
d'administration
(Ville de Panama, Panama)

OCTOBRE: Atelier sur le
commerce, en collaboration
avec l'OMC et la GOPAC
(à confirmer, Uruguay)



ParlAmericas

**Auparavant FIPA
(Forum
Interparlementaire des
Amériques)**

Fondé en 2001

Président
Randy Hoback (Canada)

1er Vice-président
Victor Juliao III (Panama)

**2e Vice-présidente et
Présidente du Groupe des
femmes parlementaires**
Linda Machuca Moscoso
(Equateur)

Secrétaire-trésorier
Germán Alcides Blanco
Álvarez (Colombie)

**Autres membres du
Conseil d'administration**
Michael L. MacDonald
(Canada)
Adriana González
(Mexique)
María Jeannette Ruiz
(Costa Rica)
Claudio Perdomo
(Honduras)
Armando Torres (Cuba)
Alberto Grillón (Paraguay)
Ignacio Urrutia (Chili)

Secrétariat technique
500 – 165 Sparks St.
Ottawa, ON K1P 5B9
Canada

☎ : +1 613 594 5222
☎ : +1 613 594 4766

www.parlamericas.org

Directrice générale
Gina Hill

**Gestionnaire de
programme**
Viviane Rossini

**Responsable de projet et
des communications**
Thaïs Martín Navas

**Responsable logistique
et administratif**
Marcelo Virkel

Message du Président



Randy Hoback

*Président de ParlAmericas
Député, Canada*

Chers collègues,

J'ai le plaisir de vous souhaiter la bienvenue à la deuxième édition de ParlAmericas Express. Si vous n'avez pas eu l'occasion de visiter notre site web au cours des derniers mois, cette publication vous présentera certaines des principales activités que nous avons organisé et celles qui sont à notre portée.

Je suis ravi de vous annoncer que ParlAmericas a signé un Protocole d'entente avec l'Organisation des États Américains à Washington, au mois de mars. Ce Protocole d'entente facilitera le travail conjoint des deux organisations autour d'initiatives appuyant les parlementaires des Amériques.

Au mois de février, j'ai parlé avec les membres du programme Leaders émergents des Amériques (ELAP selon les sigles en anglais), qui renforce l'engagement du Canada envers les Amériques, en vue de faire progresser la prospérité et de promouvoir des valeurs fondamentales telles que la liberté, la démocratie, les Droits de l'Homme et l'état de droit.

Au mois de mars, j'ai eu l'honneur d'être invité à prendre la parole devant le Conseil permanent de l'OEA pour aborder des thèmes afférents au dialogue régional et la coopération hémisphérique, et de conduire une délégation en représentation de ParlAmericas aux réunions du Sommet des Amériques à Carthagène, en Colombie.

En outre, j'ai eu le plaisir de me réunir avec des représentants de plusieurs pays de l'hémisphère, dont l'Équateur, le Guatemala, le Mexique, le Panamá, le Pérou, et Uruguay. Par ailleurs, j'ai accompagné le Premier ministre du Canada, M. Stephen Harper, lors de sa deuxième visite officielle au Chili (Traité de libre-échange Chili-Canada).

Je serai ravi de répondre personnellement à vos questions sur la manière de vous engager auprès de ParlAmericas pendant que nous travaillons en vue d'un avenir prometteur pour notre hémisphère en qualité de parlementaires des Amériques ! Vous pouvez prendre contact avec moi à president@parlamericas.org.

Bien cordialement,

Randy

À propos de ParlAmericas : Le Conseil

Le Conseil d'administration de ParlAmericas est actuellement composé de 11 membres qui servent comme suit :

Randy Hoback
Président
Député
Canada

Michael L. MacDonald
Sénateur
Canada

Claudio Perdomo
Membre du Congrès national
Honduras

Alberto Grillón
Sénateur
Paraguay

Victor Juliao
1er Vice-président
Membre de l'Assemblée nationale
Panama

Adriana González
Sénatrice
Mexique

Armando Torres
Membre de l'Assemblée nationale
Cuba

Ignacio Urrutia
Député
Chili

Linda Machuca
Présidente du Groupe des femmes
parlementaires
2eme Vice-président
Membre de l'Assemblée nationale

María Jeannette Ruiz
Représentant
Costa Rica

Germán Blanco
Représentant
Colombie

Partenaires



Agence canadienne de
développement international

Canadian International
Development Agency



Organisation des
États Américains



ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE



Parliamentary Centre
Le Centre parlementaire
Centro Parlamentario



GLOBAL ORGANIZATION OF PARLIAMENTARIANS AGAINST CORRUPTION
ORGANISATION MONDIALE DES PARLEMENTAIRES CONTRE LA CORRUPTION
ORGANIZACIÓN MUNDIAL DE PARLAMENTARIOS CONTRA LA CORRUPTION

Renforcement de la surveillance budgétaire parlementaire

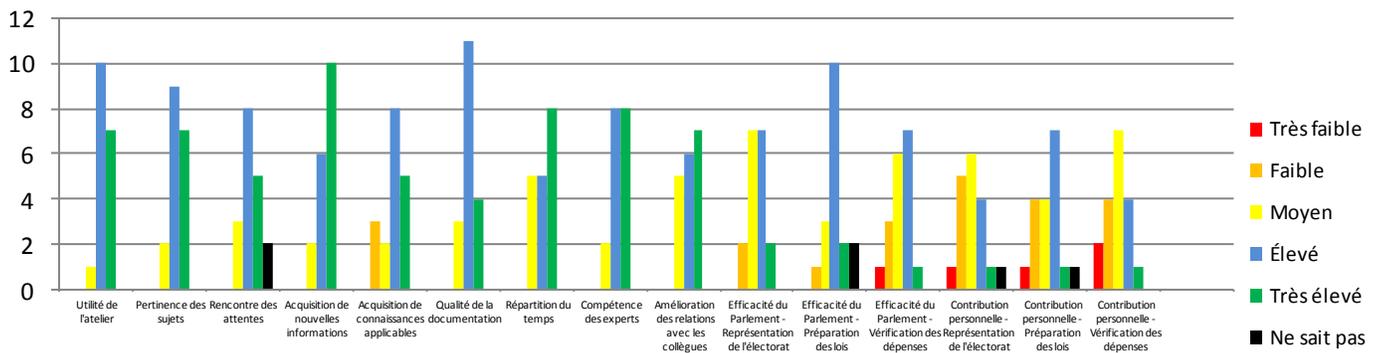
Panorama général

Depuis 2011, ParlAmericas organise des activités de formation, notamment des ateliers de contrôle budgétaire. Le 30 et le 31 janvier 2012, ParlAmericas a organisé un atelier régional de deux jours auquel ont participé des parlementaires de huit pays et de deux territoires des Caraïbes, et des auditeurs généraux (AG) de la région pour discuter des perspectives de renforcement du contrôle parlementaire aux Caraïbes. Plusieurs organisations internationales, telle que la Commonwealth Parliamentary Association (Association parlementaire du Commonwealth), ont également apporté leur contribution à cet atelier.

L'atelier a eu lieu dans le parlement d'Antigua et ses objectifs étaient les suivants :

- Partager des meilleures pratiques des Comités des comptes publics (CCP) dans les principales législatures des Caraïbes, telles que celles de Trinité et Tobago, la Guyenne et la Jamaïque, et chercher des moyens de renforcer la relation AG-CPC;
- Débattre sur la façon la plus efficace de renforcer le système de commissions et de compétence parlementaire, y compris la compétence des plus petites législatures des Caraïbes;
- Élaborer des stratégies pour renforcer l'indépendance de l'auditeur général, et
- Renforcer la capacité régionale d'échange de connaissances concernant le contrôle budgétaire.

L'atelier a reçu des notes élevées et des commentaires positifs de la plupart des participants, ce qui indique qu'il a atteint ses objectifs (pour les données compilées, voir le graphique).



Téléchargez le rapport de l'atelier [ici](#) (disponible uniquement en anglais)



La sécurité citoyenne pour les femmes, une fonction parlementaire

Entretien avec *Linda Machuca*



Linda Machuca

*Présidente du Groupe des femmes parlementaires
Membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur*

Q: Qu'est-ce que signifie pour vous « sécurité citoyenne pour les femmes »?

A: La sécurité citoyenne est l'un des principaux problèmes publics qui ont un impact sur la société actuelle, raison pour laquelle sont conçues des politiques de prévention et de contrôle de la sécurité citoyenne qui visent à améliorer la qualité de vie et la dignité des personnes dans une perspective sociale large. En raison de cette inquiétude généralisée, cette année nous avons décidé de consacrer la Rencontre annuelle à la sécurité citoyenne pour les femmes, vue comme une tâche et une responsabilité de ceux qui ont été élus comme parlementaires des Amériques.

Nous ne pouvons pas comprendre la sécurité citoyenne en marge des femmes. Il faut aborder ce phénomène de manière spécifique sous une perspective de genre et proposer les politiques publiques pertinentes facilitant un « pacte de cohabitation » sans violence qui comprenne la participation citoyenne des femmes, l'accès à des services et qui assure notamment une citoyenneté active, fondant les droits humains et l'égalité de genre.

Pour la conception de ces politiques il est fondamental de concrétiser un travail intersectoriel. Cela ne doit pas être du ressort exclusif des pouvoirs législatifs; doivent aussi intervenir le pouvoir exécutif et le judiciaire, chacun en respectant leurs mandats respectifs.

Q: Croyez-vous que les hommes et les femmes perçoivent encore l'insécurité citoyenne différemment?

A: L'insécurité et la violence ont un impact différent sur les hommes et sur les femmes. Pour ce qui est de la femme cela va au-delà du domaine privé, car la violence contre la femme a été légitimée comme « naturelle », même comme un thème culturel, c'est le cas dans mon pays, mais aussi dans le reste de l'Amérique latine, en raison du système patriarcal en vigueur.

À titre général, la société peut percevoir les femmes, les personnes âgées et les enfants comme des victimes potentielles de l'insécurité citoyenne. Dans le domaine public, la vulnérabilité d'une femme seule mène à la considérer comme un sujet à plus fort risque face à la délinquance, ce qui la mène du même coup à une re-victimisation au moment d'une enquête de la part de l'État. L'une des nombreuses manières de re-victimiser c'est de culpabiliser une femme pour une agression sexuelle ou un délit commis contre sa sécurité personnelle, en raison de sa manière de marcher, de s'habiller, ou bien parce qu'elle est seule dans des rues dangereuses sans la compagnie d'un homme.

Pour ce qui est des hommes, la société vise à les qualifier comme des personnes moins vulnérables face au délit, car en raison des différences physiques ils peuvent faire face à leurs agresseurs, ce que les femmes ne peuvent pas faire, d'après l'avis de certains secteurs de la société.

Or, en raison de la nouvelle « évolution » et « perfectionnement » des techniques délictuelles et du crime organisé, l'on peut déterminer que les délinquants ne font pas de différence ni d'âge ni de sexe, raison pour laquelle l'insécurité et la délinquance sont perçues comme applicables à tout type de personnes, en toute situation. Il convient de souligner que l'insécurité citoyenne doit de nos jours élargir son cadre de référence et tenir compte d'une grande variété de menaces : le terrorisme international, le trafic de drogues et d'armes illégales, la traite et le trafic de personnes, l'industrie globale du sexe, le blanchiment d'argent, la corruption institutionnelle et le crime organisé. À cet égard, les perceptions citoyennes face à l'insécurité sont que la qualité et la sécurité de l'espace public ont diminué, car les citoyens face aux pratiques délictuelles permanentes se sentent en insécurité, déprotégés et au sein d'un système qui manque de défense.

Q: Quelles sont les stratégies mises en œuvre par les femmes lorsque elles sont confrontées à l'insécurité citoyenne?

A: EsetCe traitement spécifique, il est encore neuf et dans la plupart de pays, ce regard qui doit être assumé de manière intersectorielle et interinstitutionnelle vient d'être à peine mis en œuvre. Lors de la dernière Rencontre annuelle du groupe de femmes parlementaires nous avons trouvé quelques réponses : une correcte et opportune application des lois conçues pour la protection des femmes; des mécanismes institutionnels avec une approche de genre; la récupération des espaces publics; la participation et la sécurité; la génération et la diffusion d'information; des budgets sensibles au genre; des moyens punitifs efficaces contre l'insécurité; l'éducation de la société, sans laquelle aucun mécanisme ne pourrait être efficace; et, des budgets nationaux en ligne avec les besoins en matière de sécurité

Q: Quelles recommandations pour améliorer la situation de la femme dans le domaine de la sécurité citoyenne sont issues de la Rencontre annuelle du groupe de femmes parlementaires ?¹

A: Certaines des recommandations proposées par les participants au débat ont été :

- Légiférer de manière participative, et impliquer la fonction exécutive et législative pour adopter des budgets en cohérence avec les objectifs poursuivis. On a besoin, en outre, d'une tâche de fiscalisation efficace et d'une évaluation permanente des politiques publiques.
- Promouvoir, depuis les parlements, des mécanismes d'éducation et de sensibilisation permettant de prévenir la violence dès le plus jeune âge.
- Construire des définitions ponctuelles sur la traite et le féminicide, avant de les classer comme délits, pour que les notions soient claires, et qu'elles permettent une meilleure compréhension de leurs conséquences et qu'elles facilitent la pénalisation des délits.

¹ Tenue le 9 et 10 mai 2012 à Valparaiso, Chili

- Proposer les modèles économiques pour qu'ils ne soient pas des concentrateurs de la richesse. La législation que l'on construira au sein des parlements doit prêter une attention toute spéciale à la population exclue.

En outre, parmi les thèmes à plus fort débat, il a été dit qu'à travers la fiscalisation, les membres des parlements, hommes et femmes, nous devons contrôler que les systèmes de justice ne soient pas perméables au crime organisé; et qu'en qualité de parlementaires nous devons promouvoir des plans visant la recherche du changement des modèles socioculturels, en évitant la criminalisation et la stigmatisation, en mettant l'accent sur des actions intégrales et de prévention.

Q: Qu'est-ce que vous attendez que les participants aient acquis lors de la réunion?

A: Comme d'habitude, après une Rencontre annuelle, ce que nous attendons depuis le Groupe de femmes parlementaires et depuis ParlAmericas c'est de construire toujours le dialogue interparlementaire et encourager l'échange de bonnes pratiques entre les pays membres des Amériques. Ce que nous faisons lors des Rencontres c'est de laisser une graine pour le débat au sein de nos propres parlements, pour qu'elles ne s'avèrent pas des réunions isolées, mais qu'elles soient enrichissantes pour les parlementaires hommes et femmes qui nous accompagnent année après année.

Rencontrez les experts

Les 9 et le 10 mai 2012, le Chili a accueilli la Réunion annuelle du Groupe de femmes parlementaires. Le but de la réunion était de discuter des différentes stratégies visant à intégrer des mécanismes concrets de protection des femmes dans les politiques nationales de sécurité citoyenne des pays des Amériques. Cet objectif a été atteint à travers l'échange d'expériences des différents pays et des différentes régions représentées dans les groupes de travail, et la participation de panels informatifs composés d'experts renommés en Amériques et originaires du continent américain :

Christine Brendel

Directrice régionale du programme ComVoMujer - Combattre la violence contre les femmes au Pérou, en Bolivie, en Équateur et au Paraguay – de la Coopération allemande pour le développement - GIZ, orienté vers le développement des mesures visant à améliorer la coopération entre les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux dans la prévention et la lutte contre la violence de genre, en particulier celle exercée contre les femmes rurales, autochtones et afro-descendantes.

Brendel a débuté sa carrière professionnelle en 1983 en Afrique occidentale et depuis 1988 elle travaille en Amérique latine. Jusq'en 2002, elle a travaillé dans plus de 10 pays latino-américains à la promotion de la démocratie, sur les questions de genre, dans les domaines du développement de projets entrepreneuriaux, de la planification, du suivi et de l'évaluation de projets.

Elle a travaillé en Allemagne pour le ministère fédéral du Développement et de la Coopération économique, la Coopération allemande pour le développement, le Service allemand pour le développement et InWEnt (2002/04). Christine Brendel a travaillé à Washington D.C.(2004/07), elle a été responsable de la direction du Programme de genre au siège de la GIZ en Allemagne et depuis 2009 elle fait partie du conseil d'administration de l'OCDE CAD GenderNet.

Pável Uranga

Anthropologue mexicain, spécialiste en anthropologie médicale et médico-légale et en psychologie sociale, il a travaillé avec les organisations de la société civile dédiées à la défense de la vie et de la sécurité des femmes. Il est également le co-fondateur et le rapporteur de l'Observatoire citoyen du féminicide et de l'Observatoire citoyen national du féminicide au Mexique, dont il a été le rapporteur pendant 5 ans.

Au sein de cette organisation, il est parvenu à démontrer le rôle mensonger de l'État mexicain dans la lutte contre le féminicide, qui a conduit à des sanctions du Parlement européen contre ce pays, et le rôle de conseiller du Parlement auprès de l'OCNF lui a été confié. Il a Collaboré avec le procureur spécial sur le thème de la violence exercée contre les femmes et a enquêté sur les ramifications du féminicide et sur la traite des femmes (2005/07).

Corédacteur des rapports «Sombra» pour la CEDAW Mexique (2003/07) et Honduras (2008/09) sur le féminicide. En 2007, il a collaboré avec l'Assemblée nationale constituante de l'Equateur en tant que spécialiste dans la lutte contre le féminicide. En 2011, il a réalisé en Equateur une étude de terrain sur la frontière nord (avec la Colombie) sur la traite des femmes destinées à l'exploitation sexuelle.

Lorena Vinuesa

Docteur en psychologie clinique, spécialisée en thérapie familiale systémique. Médiatrice. Diplôme International en conception de politiques publiques pour lutter contre la criminalité en démocratie. Mastère en gouvernabilité et gestion politique. Spécialiste en thèmes liés à la violence, à la sécurité citoyenne et à la sécurité routière, focalisés sur la gestion, la planification, les politiques publiques, le développement d'indicateurs, l'approche de genre et l'économie alternative. Expérience dans le développement et l'évaluation de projets sociaux ; les budgets participatifs ; la prévention de la violence domestique, de genre et la maltraitance des enfants ; la gestion du talent humain et la programmation neurolinguistique.

Directrice métropolitaine de Sécurité citoyenne de la Municipalité de Quito. Membre du conseil d'administration de l'Association IRSA des Pays -Bas, représentante de la région d'Amérique latine. Présidente exécutive de la Fondation pour la sécurité routière et citoyenne IRSA EQUATEUR, filiale indépendante. Consultante pour la réalisation de diagnostics et de plans de sécurité nationale et locale, d'enquêtes de victimisation et pour la création d'observatoires de la criminalité. Conseillère auprès des ministères de l'Intérieur et de la Coordination de la sécurité.

Sommaires

Panel 1: La violence sexiste dans une perspective nationale (Brendel)

La violence de genre est une violation des droits humains qui affecte des millions de femmes dans le monde, sans distinction de nationalité, de classe, de culture ou d'âge. Bien qu'il s'agisse d'un phénomène mondial, la violence contre les femmes fait preuve de variations en ce qui concerne son incidence et ses manifestations spécifiques selon le contexte de la région considérée. En Amérique latine et aux Caraïbes, les taux sont alarmants et les formes spécifiques de violence de genre affectent le développement et l'économie de la région.

Cet article présente et examine les schémas socioculturels découlant d'un système patriarcal marqué par le (post) conflit, la discrimination et l'inégalité qui détermine la violence de genre dans la région.

Une stratégie nationale de lutte contre la violence de genre en Amérique latine et aux Caraïbes doit se focaliser sur les changements socioculturels et sur la mise en œuvre effective des politiques publiques. Pour cela, les sanctions strictes contre les responsables de

[Article complet ici](#)

la violence envers les femmes doivent être accompagnées par des campagnes de sensibilisation destinées à la population et de formation des responsables de l'application des politiques publiques et des lois.

Il est également nécessaire de faire une révision des règles existantes afin de mettre en place un cadre juridique basé sur une approche de genre qui abolisse les stéréotypes de genre et les concepts sexistes typiques des sociétés patriarcales dans lesquelles nous vivons. Pour parvenir à une législation intégrale il faut un processus intersectoriel et participatif qui comprenne notamment les organisations de la société civile.

Panel 2: Le féminicide (Uranga)

Le féminicide n'as pas encore été accepté comme une catégorie d'analyse et encore moins comme une figure criminologique, ce qui permet l'invisibilité des phénomènes convergents qui se développent et qui constituent la violence sexuelle systémique contre les femmes.

Sur le continent, les réseaux d'esclavage sexuels ou de traite sont responsables de la disparition de centaines de milliers de femmes de tous nos pays, la plupart d'entre elles expulsées par la féminisation de la pauvreté, les conflits armés et l'exclusion sociale. Dans ce processus, les femmes disparaissent et deviennent prisonnières de l'exploitation sexuelle commerciale en qualité de marchandises et elles sont chosifiées comme des objets dépourvus de valeur humaine. Ce processus finit par tuer beaucoup d'entre elles. La traite à des fins d'exploitation sexuelle est une vraie entreprise millionnaire qui se sert de ses ressources pour saper les institutions.

L'incidence réglementaire, politique et économique des auteurs et victimes de ces délits promeut leur développement à travers la corruption, l'évasion, l'omission, la négligence et l'ignorance de ce phénomène dans les politiques de l'État sur les formes opérationnelles

Panel 3: Comment les budgets nationaux sont adaptés aux besoins des questions de sécurité (Vinueza)

Les budgets alloués reflètent clairement la politique de la sécurité citoyenne. On constate que dans la région on investit davantage dans le contrôle et la répression de la violence et de la criminalité que dans la réhabilitation et la prévention des facteurs structurels qui les génèrent.

Les études de cas enregistrés au Pérou, au Chili et en Equateur montrent que dans les budgets alloués à la sécurité on ne tient compte, dans le meilleur des cas, que des coûts associés à la police, à la justice et à la réhabilitation. Dans aucune de ces études ne sont considérés les investissements consacrés à modifier les facteurs structurels primaires (population en général) ou secondaires (groupes sociaux risquant d'adopter un comportement délictueux). Cela est peut être dû aux difficultés inhérentes à la planification intersectorielle de l'Etat et à cause de l'ampleur de chaque secteur.

Un facteur commun dans les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) est le niveau élevé d'inégalité dans la répartition des revenus : une grande partie de la population vit dans la pauvreté chronique. Dans ce contexte il est nécessaire de concevoir l'inégalité comme un acte de violence du système économique contre la majorité de la population qui donne lieu à toutes les conséquences connues de la violence : mort, maladies, troubles psychologiques, troubles du développement, privations, etc. Il faut aborder la violence et la criminalité comme des manifestations dans un contexte historique caractérisé par des interactions politiques, culturelles, sociales et économiques non équitables.

A l'exception de Cuba, à partir des années 80 l'insécurité et la violence ont augmenté dans la région de l'ALC, ce qui coïncide avec d'importants ajustements structurels de politiques économiques néolibéraux qui ont démantelé les Etats et leurs capacités réelles d'intervention.

Les parlements nationaux ne contribueront à l'éradication de la violence de genre que si le processus de formulation, d'approbation et d'application des lois tient compte des propositions des différents secteurs de la société. Par cette voie ils pourront respecter les obligations nationales et internationales des Etats, promouvoir les droits fondamentaux de ses citoyennes et soutenir le développement de leur région dans le cadre du droit à une vie sans violence pour tous.

Article complet [ici](#)

de ces crimes et grâce à l'impunité et à la création d'une culture de la naturalisation et de l'acceptation sociale de la violence contre les femmes.

De par la nature des victimes - des femmes pauvres, migrantes, paysannes, indigènes, noires ou marginalisées- il n'existe aucune structure académique, juridique ou gouvernementale consacrée à étudier la menace qui pèse sur ces femmes. Il n'existe pas non plus de mécanismes préventifs ou d'avertissement précoce de la violence contre les femmes (et s'ils existent, ils sont appliqués sur la base de critères politiques et non pas sur la base de la protection des droits humains).

La convergence de phénomènes criminogènes transnationaux générateurs d'autres délits, tels que le féminicide, la disparition forcée de femmes et la traite ou l'esclavage sexuels, qui constituent une structure sociale de violence acceptable et admissible contre les femmes (52% de la population de nos pays), devrait nous obliger à repenser le systèmes de justice et de formation académique, culturel et statistique au sein des Etats nationaux.

Article complet [ici](#)

Ce projet politique et économique s'est soldé par un échec, comme l'indiquent clairement ses conséquences : croissance de l'inégalité et de l'insécurité dans la région. La population la plus touchée par la violence est celle qui est exclue ; dans le cas de l'Equateur, une étude sur les homicides effectuée en 2008 montre que 75,8% des victimes d'homicide avaient un faible niveau d'éducation. En échange, le taux d'homicides dans le segment de population ayant un niveau d'éducation supérieur est très faible.

Les politiques de sécurité citoyenne doivent considérer la violence comme un phénomène complexe qui obéit à des facteurs psychologiques, biologiques, économiques, sociaux, culturels et multidimensionnels. Les problèmes les plus graves associés aux taux élevés de crimes violents enregistrés dans la région sont la tendance vers la sécurisation de la politique et la politisation de la sécurité, ajoutés à la prédisposition des citoyens à accepter des politiques dites de « main dure » qui ne respectent pas les droits et les libertés et la faible importance de politiques intégrales de sécurité citoyenne.

Les politiques devraient se baser sur des interventions à moyen et à long terme pour résoudre des problèmes structurels à partir d'un modèle de développement qui réduise les niveaux d'inégalité, une des causes principales de l'insécurité. Ces interventions doivent viser à transformer les modèles socioculturels violents, l'éducation, la santé et l'emploi; à protéger la population à risque et à renforcer le capital social. Ces solutions sont difficiles à mettre en œuvre dans la pratique, mais elles sont indispensables. D'autres aspects à considérer comprennent la croissance du crime organisé international et l'inégalité de genre en ce qui concerne les politiques sociales et économiques. Bref, il ne se produira aucune amélioration tant que l'exclusion d'une grande partie de la population reste une réalité. Dans la région, la violence et la criminalité ont augmenté de façon constante au cours de ces vingt dernières années.

Assemblée plénière 9

Entretien avec Víctor Juliao III



Víctor Juliao III

Vice-président de ParlAmericas
Membre de l'Assemblée nationale de
Panama
Hôte de la 9e Assemblée plénière

Q: Que ressentez-vous comme commanditaire de la 9ème Assemblée plénière de ParlAmericas?

A: J'éprouve une fierté spéciale car l'évènement vient donner encore plus de force à cette phrase qui est dans la bouche de beaucoup de citoyens, y compris le Président de la République, Ricardo Martinelli, : « Le Panama est à la mode ». Il convient de signaler qu'en 2011, Panama a été le pays à plus forte croissance économique dans tout le continent américain, en atteignant une croissance de plus de 10%. La présence de mes collègues de ParlAmericas donne un soutien à notre lutte en vue de trouver des réponses aux problèmes qui impactent sur notre région. Comme hôte, je ressens le plaisir de savoir que mon pays redevient un point de référence pour un évènement de cette importance. J'éprouve aussi une grande responsabilité, et en même temps un grand honneur, du fait d'avoir la mission d'être le hôte de la première assemblée plénière avec le nouveau nom de ParlAmericas, après l'évolution de FIPA. C'est un fait historique pour moi d'avoir été le premier vice-président de cette transition aussi significative .

Q: Dans quelle mesure cette Assemblée Plénière sera-t-elle différente à celle qui a eu lieu au Panama dans la passé ?

A: Elle va être notamment différente car elle sera la première Assemblée Plénière comme ParlAmericas. Nous avons évolué, nous nous sommes transformés, et maintenant nous sommes une grande organisation internationale, qui au cours de la 9ème Assemblée Plénière qui se tiendra au Panama, va prendre de décisions importantes. Nous emprunterons une nouvelle voie pour l'avenir de notre continent, en donnant de nouvelles alternatives pour résoudre les problèmes principaux de nos sociétés en Amérique. Je pense que le fait que le Panama ait une position géographique stratégique et centrale au sein du continent, aidera fortement à qu'il soit plus facile pour les parlementaires de se rendre au Panama, car il est desservi par des vols directs provenant de presque tous les pays du continent.

Q: Quels seront les thèmes débattus au cours de cette Assemblée?

A: Nous allons débattre quatre thèmes principaux : État de droit faible : une menace pour la sécurité citoyenne; Impact de la crise économique dans les Amériques; Changement climatique et environnement; et, La crise économique et ses effets sur les femmes de la région.

Q: Combien de participants attendez-vous?

A: Nous attendons près de 100 parlementaires de tout le continent américain. En outre, au cours des Assemblées Plénières de ParlAmericas, nous comptons toujours avec la participation d'observateurs internationaux.

Q: Qu'est-ce que les participants sont en droit d'attendre de cette Assemblée?

A: La cordialité et l'hospitalité de peuple panaméen est l'une de nos caractéristiques principales. Les participants à cette 9ème Assemblée Plénière participeront à un forum où l'on va débattre les principaux problèmes actuels et les situations que connaît le continent américain. Outre les cérémonies protocolaires et les discussions au sein des groupes de travail des thèmes mentionnés, nous aurons des visites protocolaires à l'Assemblée Nationale de Panama, au Ministère des affaires étrangères de la République, des déjeuners et des dîners à différents endroits, ainsi que des spectacles de folklore panaméen et des visites aux sites historiques de la ville de Panama et une visite des écluses de Miraflores pour apprécier la manière dont les bateaux traversent le canal de Panama.

Q: Une autre raison pour laquelle les parlementaires devraient assister?

A: Lors de nos réunions nous trouvons beaucoup de réponses aux problèmes qui impactent sur notre hémisphère. Des organismes comme ParlAmericas ont joué un rôle majeur dans la région et le Panama a une vaste expérience dans le domaine. C'est ici qui est né le Grupo Contadora qui a négocié la paix dans la région d'Amérique Centrale. Les gouvernements du Mexique, la Colombie, le Venezuela et le Panama ont conduit depuis le Panama les négociations qui maintiennent actuellement en harmonie, paix et démocratie l'Amérique Centrale. Il reçoit l'appellation de Grupo Contadora car la plupart des négociations avaient lieu dans une île panaméenne du Pacifique qui porte ce nom. Cette 9ème Assemblée Plénière est la première assemblée postérieure à notre évolution et transformation de la FIPA en ParlAmericas. Au Panama ils vont se sentir très bien reçus et avec une attention de première qualité. Le Panama est un pont du monde et le cœur de l'univers ; ça sera pour nous un énorme plaisir de vous recevoir dans notre pays et nous nous sentons honorés d'être le siège de cette 9ème Assemblée Plénière.



Asamblea plenaria
Plenary Assembly
Assemblée plénière
Assembleia Plenária

9

Les experts se prononcent: Genre et sécurité

Une relation conflictuelle et nécessaire à la transversalisation des politiques publiques latino-américaines

Les turbulences des processus économiques, politiques, sociaux et culturels dans le contexte global actuel, méritent un regard attentif, en vue de recenser leurs complexités et les problèmes de sécurité citoyenne qui en découlent.

Les effets du capitalisme financier et spéculatif sur les états, les démocraties et le caractère institutionnel de la démocratie, ainsi que les nouvelles flexibilités et instabilités de l'emploi, ont une relation étroite avec les situations actuelles d'iniquité et d'anomie sociale. Il en va de même du positionnement des mouvements identitaires qui exigent de nouvelles réponses, solutions et approches des violences et violations aux Droits de l'Homme. La recherche dans le domaine de la criminalité sur ces nouveaux scénarios, et la gestion de la sécurité citoyenne, méritent d'être révisées depuis l'approche d'équité de genres.

Au cours des deux derniers siècles, les femmes, ont ouvertement occupé l'espace public, avec des contributions innovantes à propos du besoin d'un changement de paradigme social, qui modifie aussi bien la structure sociopolitique existante, en l'humanisant, que les structures de pouvoir, et les manières de faire de la politique. Elles y ont contribué avec des propositions transformatrices à partir des regards théoriques, programmatiques, méthodologiques, y compris les services publics. Mais elles ont dénoncé aussi la

vulnérabilité spécifique dont elles souffrent face à la violence de genre, l'un des éléments qui favorise le délit.

Il faut donc impérativement étudier et analyser les principaux problèmes de la criminalité dans les nouveaux contextes (mondiaux/locaux/glocaux), ainsi que les iniquités ou les inégalités de genre actuelles et leurs implications de race, d'ethnie, de classe, urbaines/rurales et autre, pour explorer d'autres voies dans la gestion de la criminalité tout en respectant les Droits de l'Homme. Les opérateurs/acteurs de l'état, les forces de sécurité ainsi que les mouvements sociaux et politiques peuvent converger vers ces changements, tout en concevant une nouvelle gouvernance démocratique, un nouveau caractère institutionnel démocratique et une société plus juste, équitable et pacifique.

Pour ce faire, il est indispensable d'encourager des engagements forts sur la qualité du système qui intègrent *l'égalité comme base de la justice sociale et de la prévention du délit* et qui permettent de développer des *compétences de gestion préventives de la criminalité sur la base d'une vision du genre et des implications*. Il faut aussi encourager le développement de la recherche interdisciplinaire sous cette approche, appliquée à des contextes divers et complexes, pour parvenir à une prise de conscience sur le rapport entre le changement du paradigme global, ses problématiques

principales et les meilleures modalités de prévention des délits.

Il importe aussi de miser sur la formation analytique et préventive des agents publics, institutions et des personnes impliquées comme acteurs stratégiques, par la préparation des opérateurs/opératrices (policiers, carcéraux, politiques et juridiques) capables de comprendre les articulations contextuelles, les réseaux délictuels existants, les cartographie sociale dessinée dans ce contexte et les rapports personnels devant être modifiés (machisme, autoritarisme, racisme, ...) afin d'aboutir à des changements culturels urgents, comme la modification nécessaire de la culture sexiste, raciste, de classe ou toute autre manifestation des inégalités qui produisent et reproduisent des actions violentes.

La complexité du tissu social dans ses implications de genre, de race, d'ethnie, de classe, d'âge, urbaines/rurales et autres doit être identifiée pour pouvoir aborder l'enquête criminelle et pour pouvoir gérer la sécurité dans une approche d'équité sociale, par une mise en relief spécifique de l'approche transversale d'équité des genres dans son potentiel de transformation des relations personnelles et sociales, par le biais de l'élimination des violences, et des approches politiques et méthodologiques actuelles dans l'enquête criminelle et la gestion de la sécurité pour parvenir à des standards d'équité et de développement améliorés.

Carmen Colazo



Doctorante en Société de l'information et de la connaissance, *Universitat Oberta de Catalunya*, Espagne ; doctorante en Droit et Sciences sociales, *Universidad Nacional de Córdoba*, Argentine. Magister et DEA en Sociologie, *Universitat Oberta de Catalunya*. Diplôme en Gouvernance et développement: *Universitat Oberta de Catalunya* et *Instituto Internacional de Gobernabilidad de Catalunya*. Avocate et Master en Sciences de l'information, *Universidad Nacional de Córdoba*, Argentine. Fondatrice, Directrice d'éducation, créatrice du programme *Igualdad de Oportunidades en la Educación* (PRIOME), membre du cabinet, conseil et évaluatrice du Secrétariat de la Femme du Paraguay. Co-auteur des documents officiels de Beijing sur les mécanismes politiques de participation, d'éducation, de culture et de communication. Modératrice de la Table ronde des Ministres de l'Éducation et des Femmes, *Sepia II*, de la Commission interaméricaine des Femmes CIM/OEA, 2004. Directrice du Master et du Diplôme de troisième cycle sur le Genre, le Développement et les Droits de l'Homme en Argentine et au Paraguay. Auteure / Co-auteure de plus de dix livres. Consultante régionale. Évaluatrice du programme PROLID BID Système des Nations unies et d'autres agences de coopération sur des questions de genre et des Droits de l'Homme. Fondatrice d'ONG régionales de DDHH. Évaluatrice d'*Amnesty International* Paraguay. Directrice de *Red Mujeres, Géneros y Desarrollo con Equidad* (RIF GED) du *Colegio de las Américas* (COLAM) de l'*Organización Universitaria Interamericana* (OUI).

Centre de ressources

Sommet Rio+20 (ONU)

Découvrez les initiatives, le calendrier d'activités, les réflexions et les propositions du processus. [Lire](#)

L'émergence de la Chine et l'Amérique latine: Une perspective mondiale, à long terme (Carnegie Endowment)

Au cours de la dernière décennie, la Chine est devenue un partenaire économique de plus en plus important pour l'Amérique latine. Cependant, cette tendance devrait être considérée dans une perspective appropriée. [Lire](#) (en anglais seulement)

Plus d'adultes se déplaceraient pour un emploi temporaire que pour un emploi permanente (Gallup World)

Plus d'un adulte sur quatre dans le monde (26%) disent qu'ils aimeraient aller travailler à l'étranger temporairement, selon un sondage Gallup dans 119 pays en 2009 et 2010. [Lire](#) (en anglais seulement)

Réforme policière en Amérique latine (CSIS)

Alors que les pays latino-américains renforcent leurs pratiques démocratiques, la nécessité de services de police efficaces, d'institutions spécialisées dans l'application des lois et des cadres juridiques pour aider à coordonner les actions est urgente. [Lire](#) (en anglais seulement)

Rapport sur le développement humain dans les Caraïbes (ONU)

L'accroissement de la violence et de la criminalité en Amérique latine et dans les Caraïbes est un fait indéniable qui érode le fondement des processus démocratiques dans la région et impose un coût social, économique et culturel élevé. [Lire](#) (en anglais seulement)